



Rapport de suivi

La transparence du secteur
extractif au cours d'une
année de changements



Contents



Avant-propos	2
Aperçu de l'année	4

Bilan de l'année

Rapportage assoupli	6
Redevabilité des entreprises	10
Transparence des contrats	12
Transparence de la propriété	14
Collecte des revenus	16
Répartition des revenus	18
Gouvernance inclusive	19
Transparence à la source	20
Points forts de la Validation	23

Continuer de progresser

Perspectives	26
Management International	29
Financement	30
Les contributeurs de l'ITIE	31

Message de la Présidente de l'ITIE



« L'année a présenté de nouveaux défis pour l'ITIE, mais elle a également

souligné l'urgence de notre travail et l'importance de la collaboration de tous pour trouver des solutions

Le secteur extractif est au cœur des économies d'un grand nombre des 55 pays qui mettent en œuvre l'ITIE. La crise du COVID-19 et la chute historique du prix des matières premières ont entraîné d'énormes changements dans ces pays, bouleversant les moyens

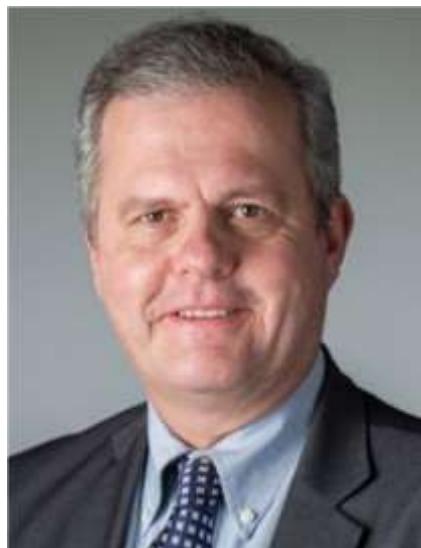
d'existence, les économies et les méthodes de travail. Pourtant, la crise a également créé de nouvelles opportunités. Ce rapport présente des exemples d'innovations en matière de transparence qui ont pu voir le jour malgré les circonstances difficiles.

L'année a présenté de nouveaux défis pour l'ITIE, mais elle a également souligné l'urgence de notre travail et l'importance de la collaboration de tous pour trouver des solutions communes.

Grâce à la capacité d'adaptation et à l'engagement du Conseil d'administration de l'ITIE, des Groupes multipartites et des secrétariats nationaux, l'ITIE a été en mesure de répondre aux besoins des pays mettant en œuvre l'ITIE, des entreprises et de la société civile au cours de la crise du COVID-19. Le Conseil d'administration de l'ITIE a introduit un assouplissement des mesures de rapportage et

communes. »

Message du Directeur exécutif de l'ITIE



« Les pays mettant en œuvre l'ITIE ont fait preuve d'une formidable résilience face à des

en a prolongé l'application. Il a commencé à se focaliser davantage sur le rôle direct de l'ITIE dans la lutte contre la corruption et dans la soumission d'informations en soutien à la transition énergétique. Il a également introduit un nouveau modèle de Validation en vue de s'assurer que la mise en œuvre de l'ITIE conserve sa pertinence et qu'elle répond aux priorités nationales.

Il n'est pas surprenant qu'au cours de cette année si difficile, certains pays aient été confrontés à une crise et une instabilité politiques. Les événements récemment survenus au Tchad ont souligné la fragilité de la région du Sahel. L'ITIE est également intervenue rapidement et de façon déterminante dans le renversement du régime civil au Myanmar, suspendant ce pays de l'ITIE tout en surveillant l'évolution de la situation.

J'ai bon espoir que, malgré ces défis, la mission de l'ITIE suscitera un intérêt toujours accru. Nous poursuivrons nos réflexions sur les enseignements tirés au cours de l'année particulièrement éprouvante que nous avons traversée. Nous adopterons cette approche d'apprentissage dans la poursuite des travaux que nous menons relativement à d'importants thèmes tels que la transparence des contrats et de la propriété effective, la transition énergétique et la lutte contre la corruption.

A handwritten signature in black ink that reads "Helen Clark".

La très honorable Helen Clark

Présidente de l'ITIE

défis sans précédent. »

Ces douze derniers mois, les pays mettant en œuvre l'ITIE ont fait preuve d'une formidable résilience face à des défis sans précédent. Ce rapport présente nombre des pratiques émergentes et des solutions innovantes visant à rendre les données extractives accessibles au public. Ces pratiques et solutions montrent que, dans un grand nombre de pays, la mise en œuvre de l'ITIE s'est poursuivie et a progressé, malgré les contraintes en matière de financement et de mobilité.

Plusieurs pays ont adopté une nouvelle approche assouplie à la déclaration, en publiant des données ponctuelles et pertinentes au sujet de l'impact de la pandémie sur le secteur. Ces déclarations assouplies comprenaient des informations sur les politiques visant à soutenir le secteur extractif pendant la crise du COVID-19, par exemple sous forme d'exonération fiscale et d'incitations à la production. De nombreux pays ont également pu étendre les divulgations systématiques de leurs données, dont l'Afghanistan, l'Argentine et le Mexique, qui ont accompli d'importants progrès.

Au cours de l'année passée, nous avons eu la chance de recevoir des financements substantiels en soutien à notre travail concernant la transparence de la propriété effective. Nous espérons pouvoir nous appuyer sur les engagements politiques existants pour réaliser d'importantes avancées dans ce domaine essentiel, en collaborant avec nos partenaires dans le cadre du programme «Opening Extractives». Au début de l'année 2021, une nouvelle Exigence de la Norme ITIE 2019 est également entrée en vigueur relativement à la publication des contrats nouveaux ou modifiés entre les gouvernements et les entreprises extractives. Ces développements changent la donne pour la gouvernance du secteur extractif.

Les enseignements que nous avons tirés cette année seront déterminants pour notre organisation dans la poursuite de nos priorités stratégiques pour le reste de l'année 2021 ainsi qu'en 2022. Nous avons identifiés six changements stratégiques pour nous aider à faire avancer la gouvernance du secteur extractif dans un monde où la transition énergétique constitue un enjeu prédominant et urgent et où les données ouvertes jouent un rôle essentiel dans l'atténuation des risques de

corruption. Les développements récents nous ont permis d'asseoir notre compréhension de la meilleure façon pour l'ITIE de générer un impact – un aspect de nos activités que nous prévoyons de faire avancer au travers d'une évaluation indépendante de l'ITIE et d'une focalisation accrue sur les cadres de mesure des pays.

Je souhaite remercier notre présidente, les membres de notre Conseil d'administration et de

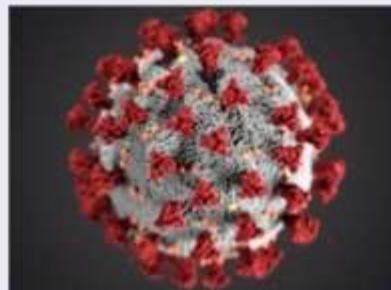
notre personnel, ainsi que tous les titulaires d'un mandat dans les pays mettant en œuvre l'ITIE, pour leur engagement, leur ingéniosité et leur résilience. Au nom du Secrétariat international, nous nous réjouissons à la perspective de travailler ensemble à la réalisation de la mission de l'ITIE, dans nos pays de mise en œuvre et au-delà.



Mark Robinson
Directeur exécutif de l'ITIE

Aperçu de l'année

MAI 2020 – AVRIL 2021



LA CRISE DU COVID-19

amène le Conseil d'administration de l'ITIE à introduire un assouplissement du rapportage ITIE afin de permettre aux pays de se focaliser sur les données qui sont les plus pertinentes pour les parties prenantes.

[> PAGE 6](#)

L'UGANDA

adhère à l'ITIE.

LA NIGERIAN NATIONAL PETROLEUM CORPORATION

devient une entreprise soutenant l'ITIE.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL: DÉFI DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

L'ITIE et Directorio Legislativo ont remporté un concours international avec notre projet pilote en Colombie qui visait à identifier les risques de corruption impliquant des responsables publics dans le secteur extractif.

[> PAGE 15](#)

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le Conseil d'administration de l'ITIE convient des prochaines étapes du renforcement de l'utilisation des données ITIE dans la politique et le débat sur le changement climatique.

L'ÉQUATEUR

adhère à l'ITIE.

LA FONDATION LUNDIN

devient un pays soutenant l'ITIE.

MAI

2020

JUIN

AOÛT

OCTOBRE

NOVEMBRE

L'IMPACT DE L'ITIE
est passé en revue par le Conseil d'administration de l'ITIE et les prochaines étapes visant à l'amélioration de sa mesure sont convenues.

SEPTEMBRE



LES DIRECTIVES SUR LA DÉCLARATION DES INFORMATIONS RELATIVES AU COMMERCE DES MATIÈRES PREMIÈRES
sont lancées pour les entreprises achetant du pétrole, du gaz et des minéraux auprès de gouvernements.

[> PAGE 10](#)



ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE
Avec l'appui de la Fondation Ford, de nouvelles études de terrain en Colombie, au Ghana et en Indonésie visant à donner aux communautés les moyens de participer à la supervision du secteur minier sont publiées.

[> PAGE 18](#)

PETRONOR E&P
devient une entreprise soutenant l'ITIE.



55

pays mettent en œuvre la Norme ITIE.



L'USAID

s'associe à l'ITIE pour soutenir les efforts de lutte contre la corruption et de promotion de la transparence des contrats et des divulgations systématiques.

LA COMMISSION DE L'UNION EUROPÉENNE

prolonge de trois ans l'appui qu'elle apporte au Secrétariat international de l'ITIE.

UN NOUVEAU MODÈLE DE VALIDATION ITIE

est convenu par le Conseil d'administration de l'ITIE.

[> PAGE 23](#)

TRANSPARENCE DES CONTRATS

Depuis le 1^{er} janvier 2021, tous les pays mettant en œuvre l'ITIE sont tenus de publier les contrats nouveaux et modifiés dans le cadre de projets extractifs.

[> PAGE 12](#)



17

pays adoptent le processus de rapportage assoupli.

LES PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE L'ITIE,

qui prévoient six principaux changements pour la mise en œuvre de l'ITIE, sont lancées pour 2021 et 2022.

[> PAGE 26](#)

DIVULGATION SYSTÉMATIQUE

L'ITIE publie un nouvel outil permettant de faire un suivi et de contrôler les divulgations systématiques dans les pays de l'ITIE.

[> PAGE 20](#)



BOLIDEN

devient une entreprise soutenant l'ITIE.

DÉCEMBRE

2021

JANVIER

MARS

FÉVRIER

26%
des données ITIE sont désormais déclarées à la source.

OPENING EXTRACTIVES

L'ITIE lance un nouveau programme mondial en partenariat avec Open Ownership afin de faire avancer la transparence de la propriété effective.

[> PAGE 14](#)

ATTENTES À L'ÉGARD DES ENTREPRISES SOUTENANT L'ITIE

Le Conseil d'administration de l'ITIE convient d'examiner le respect des attentes à l'égard des entreprises soutenant l'ITIE.

[> PAGE 27](#)



52

Rapports ITIE publiés.

LE MYANMAR

est suspendu en raison de l'instabilité politique qui règne dans le pays.

La transparence du secteur extractif au cours d'une année de changements



PHOTOGRAPHIC SERVICES SHELL INTERNATIONAL LIMITED
CREDIT / PHOTO:

Faire face à une crise mondiale

La crise du COVID-19 a eu d'importantes répercussions sur les industries extractives et sur la mise en œuvre de l'ITIE. Les contraintes en matière de financement et de mobilité ont entravé les principaux aspects du processus ITIE, par exemple l'organisation de réunions avec les parties prenantes et la diffusion des informations. La plupart des pays de l'ITIE ont été forcés de modifier leurs méthodes de travail afin de pouvoir poursuivre la mise en œuvre de l'ITIE tout au long de la pandémie.

Ces difficultés ont également créé des opportunités en matière d'innovation. Au vu des pressions et des limitations auxquelles nombre de pays de l'ITIE sont soumis, le Conseil d'administration de l'ITIE a assoupli les Exigences de rapportage ITIE. Initialement introduites en mai 2020, les mesures assouplies ont prolongées en octobre 2020 et, à ce jour, pratiquement un tiers des pays de l'ITIE les ont adoptées.

En appliquant l'approche de rapportage assoupli, les pays mettant en œuvre l'ITIE sont parvenus à préserver la dynamique du processus ITIE tout en s'adaptant aux circonstances locales et en répondant aux besoins urgents en informations. Ceci a permis aux Groupes multipartites de concentrer leurs ressources sur la divulgation d'informations clés, dont l'impact du COVID-19 sur les revenus, la production, les exportations et l'emploi dans le secteur extractif. Ce type de données permet de mieux informer les gouvernements et les entreprises afin que des décisions politiques solides soient prises pendant et après la crise.



17

pays ont opté pour le rapportage ITIE assoupli.

ARGENTINE

L'Argentine a publié son premier Rapport ITIE en décembre 2020, dans le format assoupli. Grâce à cette approche, le pays a été en mesure de soumettre des données ponctuelles peu après avoir adhéré à l'ITIE, y compris certaines divulgations initiales portant sur le secteur minier.

Le rapport comprenait des informations clés concernant l'impact du COVID-19 sur les activités et la gestion des secteurs pétrolier, gazier et minier. Compte tenu de la chute de près de 13 % des exportations de minéraux enregistrée au cours des neuf premiers mois de l'année 2020 par rapport à l'année précédente, le gouvernement a réduit les taxes sur les exportations de métaux. Le gouvernement a également modifié les taux des droits à l'exportation, et il a suspendu un projet de hausse des taxes sur les produits pétroliers.

Les premières déclarations ITIE de l'Argentine ont représenté un accomplissement majeur compte tenu des limites en ressources et de la crise du COVID-19, qui a exigé un engagement fort de la part du Groupe multipartite et du secrétariat national de l'Argentine, avec l'appui du Secrétariat international. Le processus a offert une occasion unique de renforcer la confiance et de s'embarquer dans une approche innovante, économique et efficace relativement à la mise en œuvre de l'ITIE.

TCHAD

En avril 2021, le Tchad a connu une grande crise politique suite au décès du président Idriss Déby Itno. Préalablement à cet événement, le pays avait accompli d'importants progrès dans son rapportage ITIE. Parmi ces progrès figuraient l'adoption des mesures de déclaration assouplie et la publication des données sur la production et les exportations de pétrole jusqu'à la première moitié de 2020. Le rapport du pays contenait également des prévisions de la production et des revenus dans le secteur pétrolier pour les prochaines années.

La pandémie a eu un impact majeur sur les activités extractives au Tchad. L'entreprise productrice de pétrole Glencore a suspendu ses activités en 2020 et, de leur côté, Esso et CNPC ont introduit de nouvelles mesures afin d'assurer la continuité de leurs activités. La chute des revenus pétroliers a amené le gouvernement à reporter un paiement de 22 millions de dollars US au titre du service de sa dette à Glencore, initialement prévu pour 2020. De plus, le gouvernement a introduit des mesures incitatives et des exonérations fiscales pour les entreprises, afin de soutenir l'économie nationale.

Si la situation politique s'apaise au Tchad, l'on espère que le pays pourra appliquer les recommandations de son Groupe multipartite, y compris des propositions visant à renforcer les pratiques de divulgation futures, par exemple en établissant un mécanisme de certification des données par la Cour des comptes.

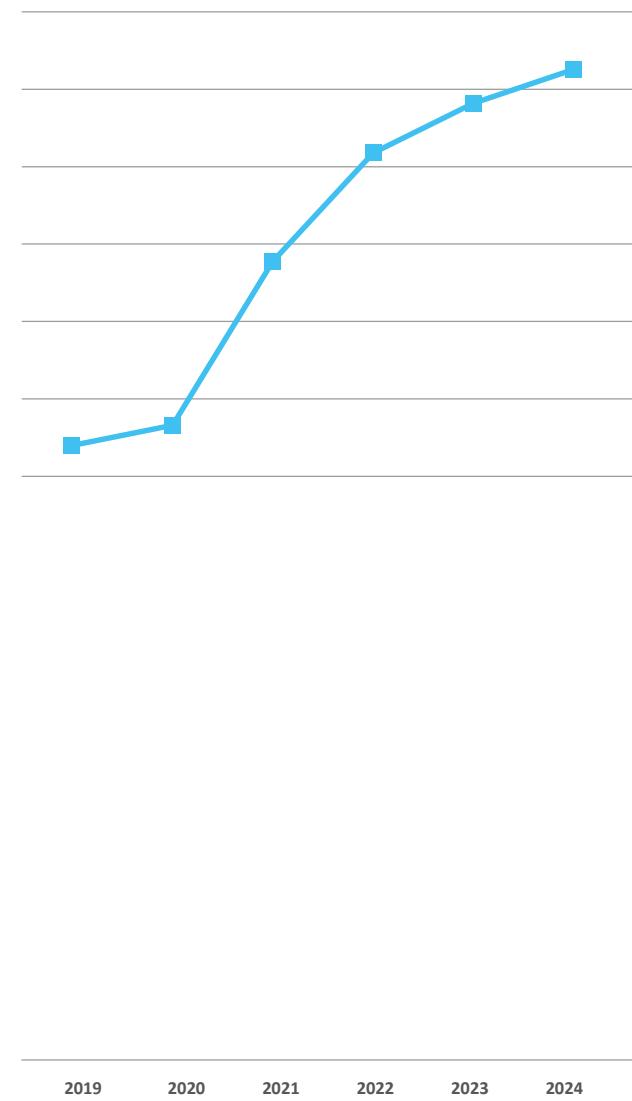
 **13 %**

En 2020, l'impact du COVID-19 a entraîné une baisse de 13% des exportations dans le

secteur minier de l'Argentine par rapport à l'année précédente.

PRÉVISIONS DE LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE AU TCHAD

EN MILLIONS DE BARILS



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

En mars 2021, la République démocratique du Congo (RDC) a publié son dernier Rapport ITIE en date, qui est basée sur les mesures de rapportage assoupli. Grâce à cette nouvelle approche, les divulgations soumises par le pays sont plus ponctuelles et exhaustives que toujours, notamment en ce qui concerne les données sur la production et les revenus remontant au début de l'année 2020.

Le rapport indique qu'au premier trimestre de 2020, la RDC avait enregistré une hausse des exportations de cuivre (13%) et de la production pétrolière en mer (12%) et une baisse des exportations de cobalt. Il prévoyait une baisse des revenus miniers pour l'ensemble de l'exercice comptable en raison de la baisse des prix des métaux. Ces divulgations peuvent aider à orienter le débat public et les plans de relèvement en réponse au recul économique.

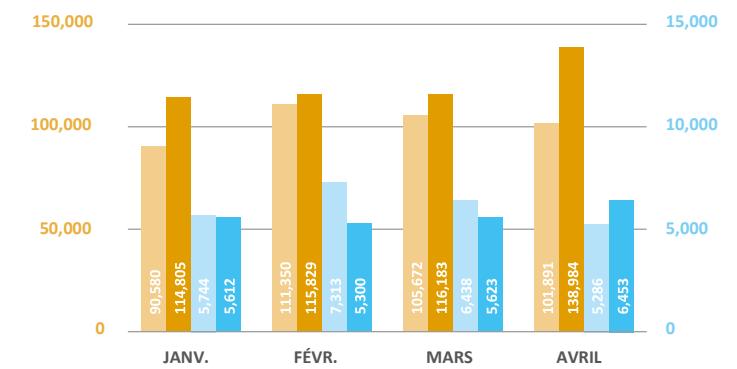
En adoptant une approche rationalisée en matière de déclaration, le Groupe multipartite de la RDC pourra consacrer ses ressources à de nouveaux types d'analyses. L'ITIE-RDC a commandité six études thématiques sur les principaux problèmes de gouvernance, y compris les octrois de licences, la gestion des revenus liés aux entreprises d'État et les transferts infranationaux des revenus extractifs. Ces études visent à donner une représentation plus fidèle de la contribution du secteur à l'économie et proposent des recommandations destinées à remédier aux écarts, aux vulnérabilités et aux risques de corruption le long de la chaîne de valeur du secteur extractif en RDC.

INDONÉSIE

Le dernier Rapport ITIE de l'Indonésie, qui adopte une approche assouplie, donne un aperçu complet de l'impact de la crise du COVID-19 sur la production, les revenus et l'emploi dans les secteurs pétrolier, gazier et minier du pays. Il présente également les nouvelles politiques qui ont été introduites en réponse au ralentissement économique, dont les exonérations de droits et taxes pour les entreprises extractives et des mesures incitatives pour les activités en amont. Compte tenu de la baisse des niveaux de production et des taux d'imposition, les taxes sur les revenus pétroliers et gaziers de l'État ont chuté de 45% en 2020.

La baisse des revenus extractifs de l'État a réduit d'importantes sources de revenus pour les gouvernements régionaux. À la fin du troisième trimestre de 2020, la part des revenus infranationaux représentait 54% et 81% des cibles annuelles initiales respectivement dans les secteurs pétrolier et gazier et dans le secteur minier. Ces divulgations peuvent contribuer à orienter les plans de relèvement, en fournissant des informations essentielles aux citoyens et aux communautés qui dépendent des flux de revenus extractifs.

SOURCE : RAPPORT ITIE 2018 DU TCHAD



Le rapport constitue une étape clé dans les divulgations de données ITIE en Indonésie. En comparaison avec les rapports précédents, dont l'élaboration s'étendait sur 12 mois, l'approche assouplie a permis au gouvernement de publier des données en quatre mois à un coût réduit. Ainsi, l'ITIE Indonésie a été en mesure de répondre aux demandes locales en données ponctuelles couvrant des sources de revenus vitales.

LES EXPORTATIONS DE CUIVRE ET DE COBALT EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

COMPARAISON 2019 ET 2020

CUIVRE COBALT 2019
COBALT 2020

SOURCE : RAPPORT ITIE 2018-2019 DE LA RDC

RÉPARTITION DES PARTS DE REVENUS ENTRE LES GOUVERNEMENTS RÉGIONAUX EN INDONÉSIE

COMPARAISON ENTRE LES RÉPARTITIONS CIBLÉES ET EFFECTIVES, SELON LA FORMULE DE PARTAGE DES BÉNÉFICES DU GOUVERNEMENT POUR L'EXERCICE COMPTABLE 2020

RÉPARTITION 2020	RÉPARTITION RÉVISÉE 2020	EFFECTIF (T1-T3)
------------------	--------------------------	------------------

ZAMBIE

Le dernier Rapport ITIE de la Zambie, qui a adopté une approche assouplie, présente l'impact considérable de la crise du COVID-19 sur les activités, les exportations et la position de trésorerie des entreprises dans le secteur minier. Plus de 60% des entreprises couvertes dans cette analyse ont indiqué qu'elles prévoient une baisse de leurs revenus de 30 à 50% et que la production déclinerait de plus de 10%.

ACCÉLÉRATION DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La crise du COVID-19 suscite des incertitudes quant à la vitesse et la trajectoire de la transition mondiale vers les énergies renouvelables. Malgré la baisse des prix du pétrole à des niveaux historiques en 2020, un grand nombre de pays ont augmenté leurs volumes de production extractive pour compenser leurs pertes de revenus. Compte tenu de la demande croissante en minéraux pour la fabrication de batteries, on observe une résurgence des défis de gouvernance liés à la collecte des revenus et aux impacts sociaux et environnementaux. Par ailleurs, nombre d'entreprises extractives ont annoncé des cibles ambitieuses sur le plan climatique.

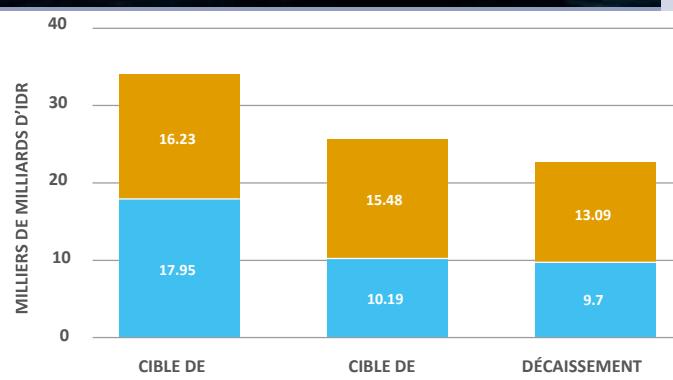
Pour être viable, la transition vers les énergies renouvelables nécessitera un secteur extractif transparent et responsable. Les données sur les niveaux actuels et prévus en matière de production, d'exportations, de revenus et d'emploi dans le secteur extractif peuvent orienter les décisions d'investissement dans le cadre de futurs projets d'exploitation de combustibles fossiles et contribuer à formuler de nouvelles politiques sur l'énergie et la production de minéraux.

En octobre 2020, le Conseil d'administration de l'ITIE a convenu de mener une analyse pilote dans un certain nombre de pays afin de déterminer la manière dont les données peuvent orienter le débat sur la transition énergétique, en s'appuyant sur les divulgations encouragées dans le cadre du rapportage ITIE assoupli. Ces informations seront essentielles pour mieux comprendre le degré de concrétisation des engagements climatiques et l'impact de la transition énergétique sur les finances publiques dans les pays riches en ressources naturelles.

En réponse à la pandémie, le gouvernement a mis en place des incitations et des mesures d'exonération fiscale au profit des entreprises extractives. Les dernières déclarations ITIE ont alimenté le débat public concernant l'ampleur de l'impact de la pandémie sur le secteur minier et l'économie nationale. Des discussions complémentaires sur le régime fiscal dans le secteur minier se poursuivent encore actuellement, notamment sur la hausse récente des prix du cuivre.

Le rapportage assoupli a permis à l'ITIE Zambie de publier un rapport plus analytique avec des données ponctuelles. En adoptant une approche fondée sur les risques, l'ITIE Zambie focalise son exercice de rapprochement sur des flux de revenus qui présentaient les plus grands écarts au cours des années précédentes et en comblant les lacunes dans

© EQUINOR / CRÉDIT PHOTO: JAN ARNE WOLD /



la qualité des données. De plus, l'ITIE Zambie envisage d'adopter l'approche assouplie pour son prochain Rapport ITIE.



25

millions de dollars US. En 2020, les exonérations d'impôts et de droits ont réduit les revenus extractifs du gouvernement de 25 millions de dollars US, selon les dernières déclarations ITIE.

Les industries extractives en transition

Renforcement de la redevabilité des entreprises au temps du COVID-19 et au-delà

Du fait des restrictions sanitaires et de la fluctuation des prix des matières premières, les entreprises extractives n'ont pas été en mesure de fonctionner dans des conditions habituelles. Un grand nombre d'entre elles ont dû suspendre voire cesser leurs activités, ce qui a entraîné d'importantes perturbations dans le secteur de l'emploi et dans les économies. D'autres ont établi des fonds d'urgence et pris des mesures pour aider les communautés locales à faire face à la crise.

La transparence des entreprises est essentielle pour comprendre l'impact réel de la crise du COVID-19 sur le secteur extractif. Un certain nombre d'entreprises soutenant l'ITIE ont commencé à divulguer les impôts qu'elles ont versés dans chaque juridiction où elles mènent leurs activités. Certaines publient également des informations sur leurs bénéficiaires effectifs et leurs accords avec les gouvernements, promouvant ainsi une redevabilité accrue relativement à leurs activités.

TRANSPARENCE DANS LE COMMERCE DES MATIÈRES PREMIÈRES

Près de la moitié du total des recettes publiques déclarées à travers l'ITIE provient de la vente de pétrole, de gaz et de minéraux à des entreprises de négoce des matières premières. Compte tenu de leur ampleur et de leur importance, ces paiements relèvent de l'intérêt public.

En septembre 2020, l'ITIE a lancé de nouvelles directives en matière de déclaration destinées aux entreprises qui achètent du pétrole, du gaz et des minéraux auprès de gouvernements. Ces directives visent à clarifier ces échanges commerciaux, en promouvant une supervision publique accrue des revenus versés aux gouvernements et de leur gestion.

Depuis, plusieurs entreprises de négoce se sont référées à ces directives de déclaration pour élaborer leur déclaration publique, dont Glencore, Gunvor et Trafigura. L'entreprise pétrolière internationale Total a également déclaré des achats de pétrole et de gaz auprès d'entreprises d'État, faisant référence aux directives de l'ITIE dans son rapport annuel. En divulguant les paiements versés aux gouvernements, ces entreprises ouvrent la voie vers de nouvelles références en matière de transparence dans le commerce des matières premières et contribuent à la lutte contre la corruption.



eiti.org/commodity-trading

g

1200

milliards de dollars US, soit près de la moitié des revenus divulgués par les pays de l'ITIE, proviennent de la vente du pétrole, du gaz ou des minéraux de gouvernements à des entreprises de négoce.

ENTREPRISES D'ÉTAT

Un grand nombre de gouvernements se sont tournés vers des entreprises d'État pour compenser les déficits budgétaires causés par la crise du COVID-19. La demande du public en matière de transparence des entreprises d'État s'est également intensifiée, notamment sur les questions liées aux contributions économiques et aux dépenses des entreprises d'État ainsi qu'à la relation financière de ces dernières avec l'État.

De nouvelles Exigences dans la Norme ITIE 2019 ont conduit à de nouvelles pratiques de divulgation. Par exemple, l'entreprise pétrolière nationale du Ghana a déclaré des données sur ses ventes de pétrole brut pour la période de 2015 à 2019. Pour la première fois, l'entreprise pétrolière nationale nigériane Nigerian National Petroleum Corporation, qui est devenue une entreprise soutenant l'ITIE en 2020, a publié ses comptes annuels audités à l'échelle du groupe, accompagnés des comptes audités de ses filiales.

En novembre 2020, l'ITIE a relancé son réseau des entreprises d'État. Le forum réunit plus de 20 entreprises d'État de pays mettant en œuvre l'ITIE et d'autres pays en vue de partager leur expertise et de promouvoir les pratiques de transparence. Le Secrétariat international a également publié de nouvelles orientations sur les divulgations liées à la gouvernance des entreprises d'État et vise à accroître l'appui qu'il apporte à ces dernières en identifiant les écarts existants dans leurs divulgations publiques et en cherchant à les combler.

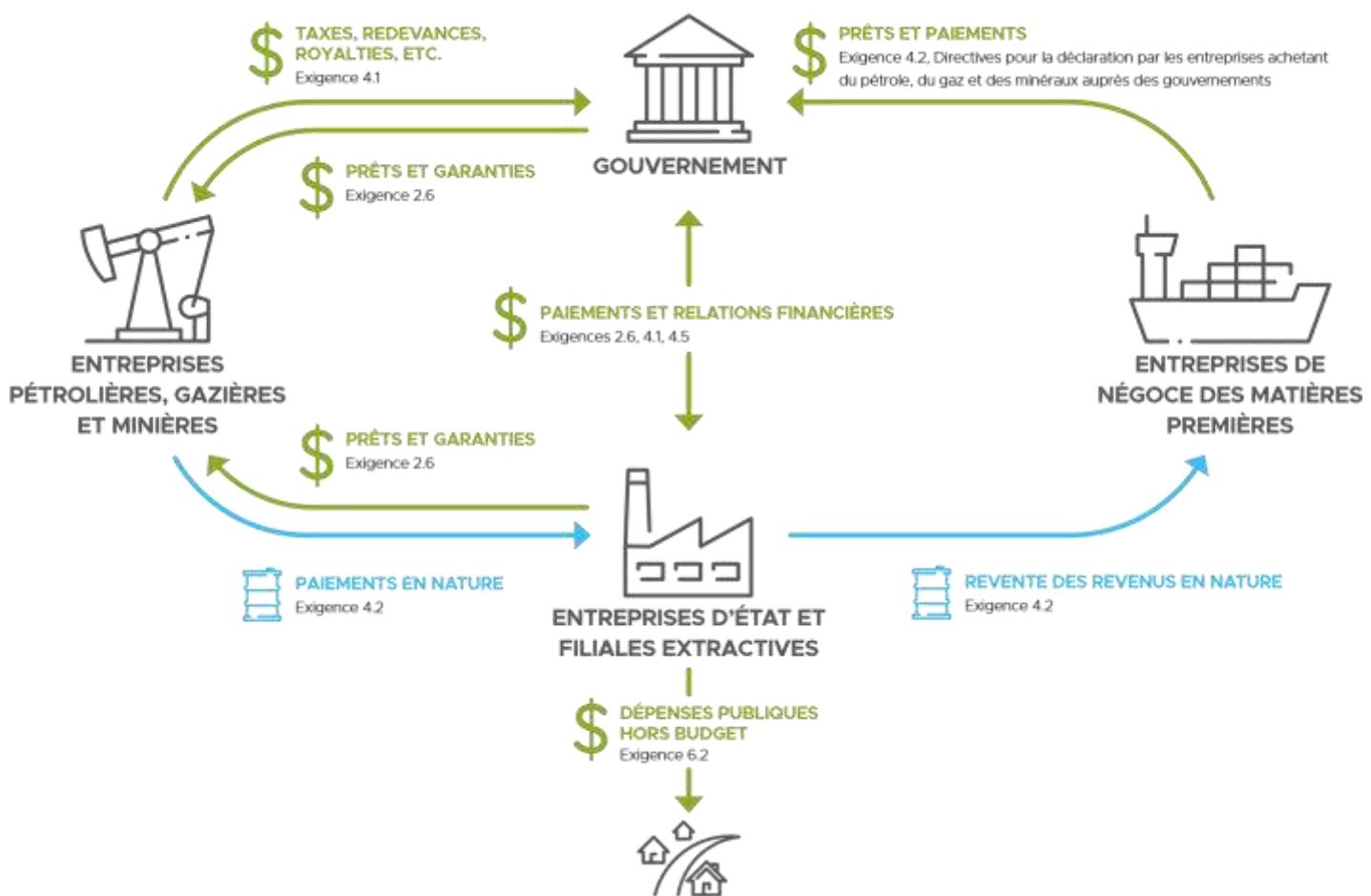


eiti.org/soe

Plus de 120

CLARIFICATIONS SUR LES TRANSACTIONS DES ENTREPRISES D'ÉTAT

PRINCIPALES EXIGENCES POUR LA DÉCLARATION ITIE PORTANT SUR LES ENTREPRISES EXTRACTIVES, D'ÉTAT ET DE NÉGOCE DES MATIÈRES PREMIÈRES



entreprises d'État extractives mènent des activités dans l'ensemble des pays mettant en œuvre de l'ITIE.

55

entreprises d'État participant aux processus de déclaration ITIE et 25 sont représentées dans des Groupes multipartites de l'ITIE.

Une norme mondiale en matière de transparence des contrats

Renforcement de la supervision publique des transactions extractives

En réponse aux lacunes budgétaires et aux contraintes sur les capitaux d'investissement, certains gouvernements ont été confrontés à l'urgence d'obtenir des revenus de leur secteur extractif. La transition mondiale vers les énergies renouvelables transformera les économies, et il est possible que les pays riches en ressources naturelles cherchent à exploiter les carburants fossiles tant que les prix demeurent compétitifs.

Dans certains cas, les gouvernements peuvent être poussés à conclure des transactions extractives et à accepter des dispositions moins favorables ou incohérentes. Dans ce contexte, il est plus important que jamais que les gouvernements et les entreprises divulguent les contrats pour renforcer la redevabilité et la supervision publique.

L'année a marqué un tournant dans la transparence des contrats. Depuis le 1^{er} janvier 2021, les pays mettant en œuvre l'ITIE sont tenus de publier tous les contrats extractifs nouveaux et modifiés. Le Conseil d'administration de l'ITIE a également apporté des clarifications à l'Exigence ITIE portant sur la publication des contrats pour assurer la transparence complète des conditions convenues par les gouvernements et les entreprises.

De nombreux pays créent à présent de nouveaux précédents dans ce domaine. Les divulgations ont permis aux groupes de la société civile et aux analystes d'examiner en détail les conditions des accords, de réaliser des projections des revenus et de contrôler si les communautés perçoivent les parts qui leur reviennent.



eiti.org/contract-transparency

Plus de 900 28 25



MEXIQUE

Le dernier Rapport ITIE du Mexique contient une liste complète des contrats et des licences dans le secteur des hydrocarbures et, pour la première fois, une ventilation détaillée des redevances, des dividendes et des taxes pour chaque contrat. Ces données correspondent aux divulgations systématiques des accords d'exploration et de production par la Commission nationale des hydrocarbures.

La soumission de données désagrégées sur les accords pétroliers et gaziers a établi un modèle de référence pour d'autres divulgations d'informations sur le secteur minier.

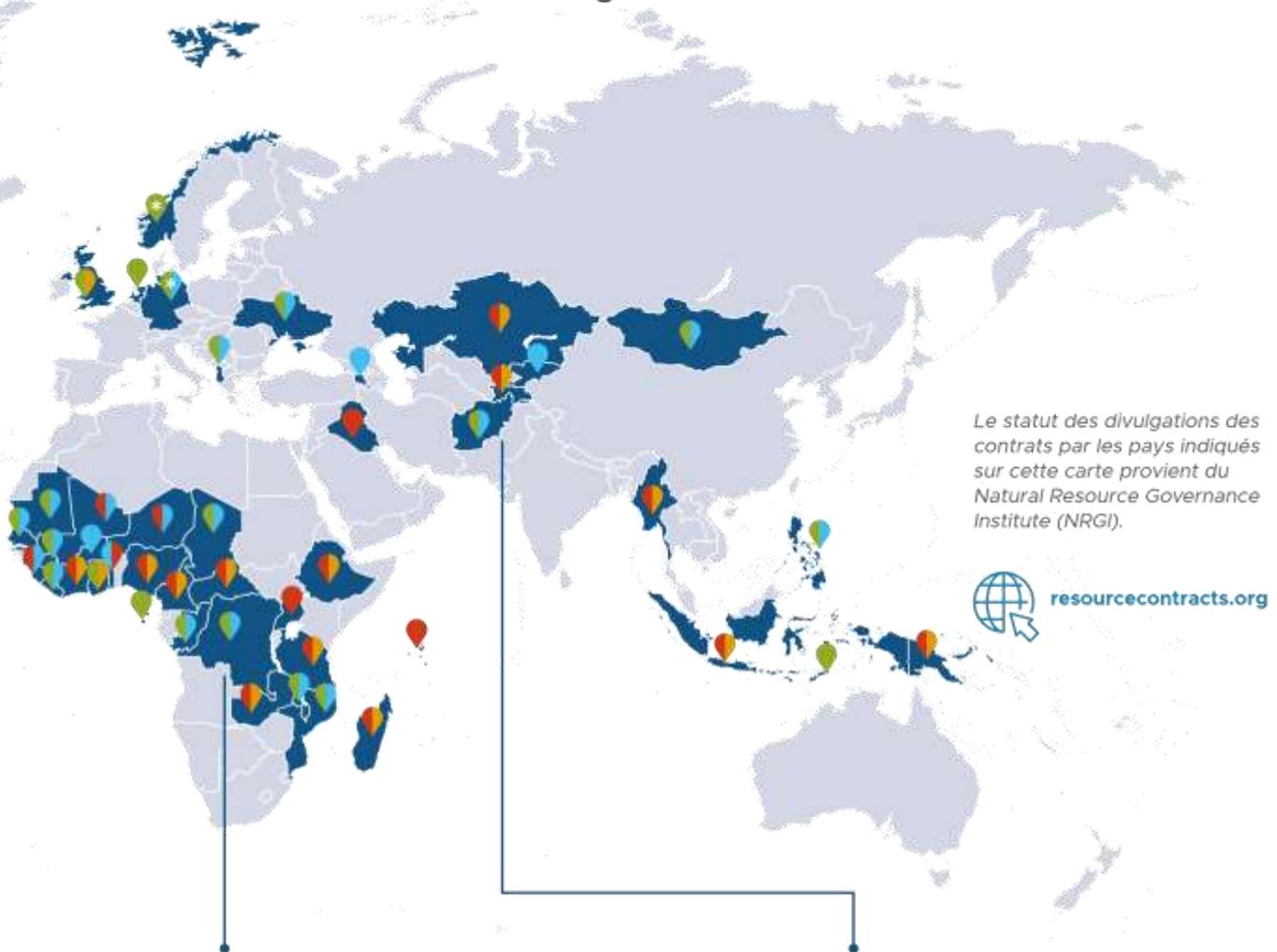


rondasmexico.gob.mx

contrats pétroliers et pays publient
miniers divulgués dans
les pays de l'ITIE.

tout ou partie des
contrats pétroliers
et gaziers.

tout ou partie des
contrats miniers.



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

En octobre 2020, l'ITIE-RDC a publié un contrat détaillant l'achat de redevances dans le cadre du projet de cuivre et de cobalt de Metalkol auprès de l'entreprise d'État minière Gécamines. C'est Multree, une entreprise enregistrée dans les îles Vierges britanniques, qui avait réalisé l'investissement en 2017 et, selon certaines sources, elle serait la propriété de Dan Gertler, qui a été sanctionné par le gouvernement américain en 2017 pour des allégations de corruption.

Le lien entre le projet et le propriétaire en dernier ressort de l'entreprise, ainsi que le faible prix payé par Multree pour des redevances à valeur élevée, a été largement couvert et examiné par les médias et les parties prenantes internationales et locales.



itierdc.net

AFGHANISTAN

En 2019, le ministère des Mines et du Pétrole de l'Afghanistan a donné publication à un total de 439 contrats miniers, pétroliers et gaziers, en conformité avec sa loi de 2018 sur les minéraux. L'an dernier, l'ITIE Afghanistan a comparé ces documents avec la liste des contrats en vigueur figurant dans le portail sur la transparence du gouvernement, afin de s'assurer que tous les contrats avaient été effectivement publiés.

Les agences gouvernementales ont utilisé ces contrats pour faire un suivi de la collecte des revenus, conformément aux taux de redevance sur mesure. Le groupe de la société civile Integrity Watch Afghanistan envisage d'utiliser ces divulgations pour déterminer si les entreprises minières remplissent leurs obligations contractuelles ou non.



momp.gov.af

Savoir qui possède et contrôle les entreprises extractives



« La transparence de la propriété effective est essentielle pour garantir que les revenus générés par le secteur de l'exploitation des ressources naturelles profitent au maximum à chaque citoyen. »

James Ensor Fondation BHP

Directeur général et président

Accélération de la transparence de la propriété effective

Si l'on connaît l'identité des propriétaires en dernier ressort des entreprises extractives, cela peut contribuer à limiter la corruption et à décourager les flux financiers illicites. La tenue à jour des registres publics des propriétaires d'entreprises peut fournir des données essentielles pour faire face aux risques.

CRÉDIT PHOTO: BHP

En février 2021, l'ITIE et Open Ownership ont lancé *Opening Extractives*, un nouveau programme mondial visant à faire avancer la transparence de la propriété effective. Principalement financé par la Fondation BHP, le programme se déroulera sur cinq ans, ce qui permettra à l'ITIE et Open Ownership de travailler aux côtés des gouvernements, des groupes de la société civile et des entreprises en vue d'établir et d'utiliser des registres sur la propriété effective.

Dans le cadre de ce programme, 10 à 12 pays bénéficieront d'un appui technique renforcé adapté à leurs besoins. Le programme cherchera également à promouvoir la publication généralisée des données sur la propriété effective en communiquant les enseignements tirés et en présentant des exemples d'utilisation et de publication de données.

eiti.org/beneficial-ownership

ARMÉNIE

L'Arménie a fait preuve d'un engagement fort en matière de transparence de la propriété effective depuis son adhésion à l'ITIE en 2017. Depuis 2018, le gouvernement de l'Arménie renforce sa législation sur la divulgation de la propriété effective, conformément à son programme global de lutte contre la corruption. L'ITIE Arménie a travaillé en collaboration avec la Banque mondiale, Open Government Partnership, Open Ownership et des partenaires locaux afin d'établir un registre public, en accord avec les principes de données ouvertes, avant de commencer à tester le registre au début de l'année 2021. Les entreprises soumettent des déclarations à travers la plateforme, par voie électronique et le registre simplifie le processus de collecte des informations complètes sur la propriété. Il contrôle automatiquement certaines des données et permet au public d'accéder facilement à ces informations.



bo.e-register.am/en/auth

TRINITÉ-ET-TOBAGO

L'ITIE Trinité-et-Tobago a établi le premier registre sur la propriété à être accessible au public dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes en août 2020. La base de données contient des informations sur la propriété d'entreprises minières, pétrolières et gazières, y compris les noms et les adresses de domicile de personnes physiques, ainsi que le numéro d'identification fiscale d'entreprise et les cotations en bourse. Elle contient également des informations sur les personnes politiquement exposées qui sont associées à ces entreprises.

Bien que le registre s'appuie sur des divulgations volontaires, les entreprises sont tenues de déclarer au gouvernement l'identité de leurs bénéficiaires effectifs, en vertu de la loi de 2019 sur les sociétés (telle que modifiée), qui vise à contrer l'évasion fiscale, le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent.



COLOMBIE

En octobre 2020, l'ITIE a mené un projet pilote en partenariat avec *Directorio Legislativo* pour identifier les risques de corruption liés aux personnes politiquement exposées (PPE) en Colombie. En comparant les données sur la propriété effective des entreprises extractives avec les divulgations financières, l'outil génère des signaux d'alarme, par exemple sur des conflits d'intérêts potentiels dans les octrois de licences et de contrats. Étant donné que les données sur la propriété effective ne sont pas accessibles au public en Colombie, l'outil s'est appuyé sur des données indirectes provenant de contrats disponibles au public.

L'ITIE Trinité-et-Tobago a établi le registre dans le cadre d'une campagne publique destinée à sensibiliser le gouvernement, la société civile, les entreprises et les médias à la transparence de la propriété effective. Depuis, le pays a été retiré de la «liste grise» du Groupe d'action financière, qui



tteiti.com/beneficial-ownership-register

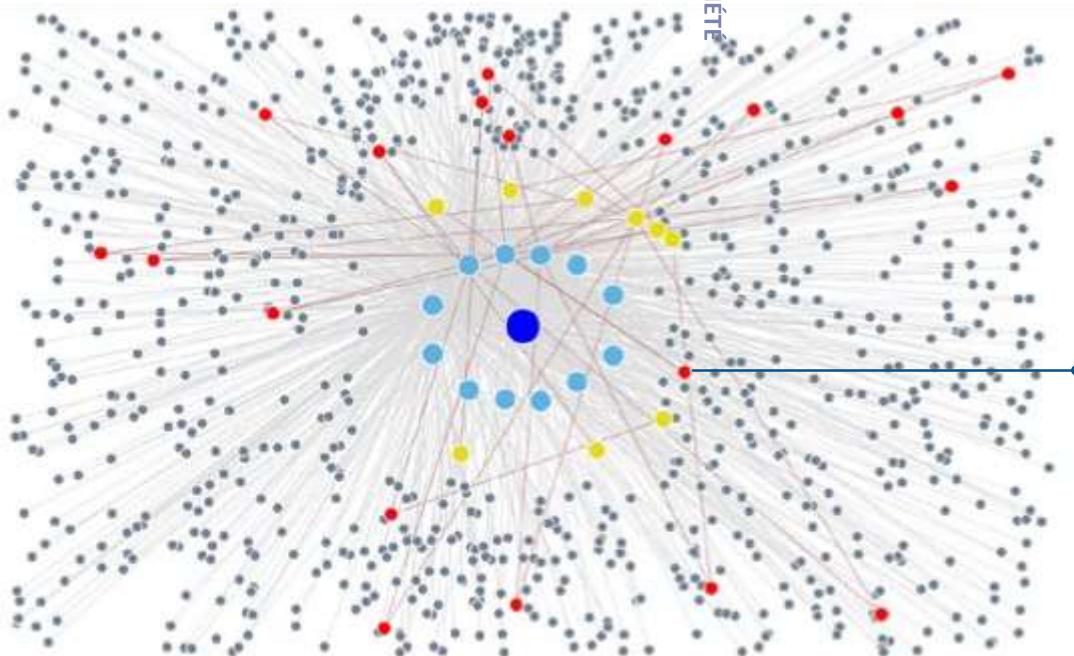
Cette comparaison a identifié 19 signaux d'alarme sur un échantillon de 900 responsables publics, et une analyse plus complète est prévue plus tard dans l'année. Le projet a accédé à la deuxième position dans le cadre du défi anti-corruption du FMI.



peps.directoriolegislativo.org

IDENTIFICATION DES SIGNALS D'ALARME EN COLOMBIE

GOUVERNEMENT ENTREPRISES PERSONNES POLITIQUEMENT EXPOSÉES SIGNALS D'ALARME



surveille les juridictions s'étant engagées à combler les lacunes dans leurs régimes en vue de combattre le blanchiment d'argent.

Dans ce cadre, le registre permet également au gouvernement de tirer des enseignements en soutien à son projet de création d'un registre national de la propriété effective couvrant toutes les entreprises. Bien que cela représente un grand pas en avant dans le renforcement de la redevabilité dans le secteur extractif, des efforts complémentaires seront nécessaires pour veiller à ce que l'identité de tous les bénéficiaires effectifs soit divulguée et que les données soient librement accessibles.

PERSONNE POLITIQUEMENT EXPOSÉE

Fonction:
Représentant au Congrès

Actions dans l'entreprise
Cooperativa Minera Boyacense, Carboneros de Boyacá, Ecopetrol

Signaux d'alarme identifiés: Conflit d'intérêts potentiel (une PPE possède des actions dans une entreprise d'État contractante)

Mise à profit de la transparence budgétaire pour faciliter la prise de décisions éclairées et durables

Compte tenu de la pandémie de COVID-19, les gouvernements ont dû gérer les finances publiques pour répondre aux besoins urgents en matière de soins de santé et de protection sociale. La pandémie a mis en évidence l'importance de s'assurer que les ressources naturelles génèrent des revenus permettant aux gouvernements de fournir des services publics et des filets de sécurité.

Renforcement de la collecte des revenus

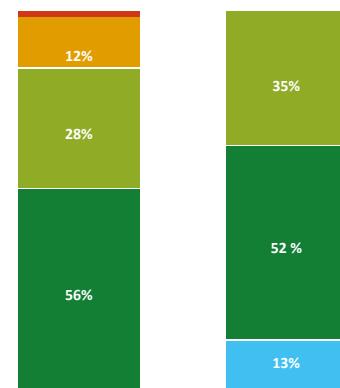


La transparence budgétaire peut aider les gouvernements à faire en sorte que les revenus extractifs contribuent aux priorités du développement. Des informations détaillées sur les conditions des contrats, la production et les paiements dans les secteurs pétrolier, gazier et minier permettent aux citoyens et aux gouvernements de déterminer si les entreprises payent ce qu'elles doivent et si les budgets publics sont réalistes, particulièrement lors de périodes de récession économique.

Les gouvernements, les entreprises, les analystes et les groupes de la société civile s'appuient de plus en plus sur les données ITIE pour effectuer des modélisations financières. Ce type d'analyse peut être très utile pour prévoir les revenus futurs provenant du secteur et pour faciliter des décisions axées sur les données qui sont durables à long terme.

AMÉLIORATION DE LA TRANSPARENCE BUDGÉTAIRE

ÉVALUATION DES EXIGENCES ITIE 4.1 À 4.9 SUR LA COLLECTE DES REVENUS ON REVENUE COLLECTION





l'étude propose des recommandations concernant la dépendance économique au charbon, l'amélioration des politiques afin de maintenir la compétitivité du secteur extractif et l'utilisation des transferts de redevances extractives pour promouvoir le relèvement économique aux niveaux régional et local.



GHANA

En août 2020, le Parlement du Ghana a approuvé un projet de loi permettant au gouvernement d'investir les redevances minières dans une structure de titrisation appelée «Agyapa Royalty Limited» et d'émettre 49% des actions de l'entreprise au profit d'investisseurs publics. Ce dispositif a été établi pour obtenir des capitaux à court terme (500 millions de dollars US) en vue de financer les priorités du développement.

Certaines parties prenantes de la société civile ont émis des inquiétudes à propos de ce dispositif, notamment au sujet du fondement de l'évaluation d'Agyapa à un milliard de dollars US. Afin d'orienter le débat public visant à déterminer si le dispositif constitue une valeur juste pour le pays, le Secrétariat international de l'ITIE a soutenu l'ITIE Ghana dans le cadre d'une étude de modélisation financière, en collaboration avec Open Oil. Selon l'analyse, les actions dans Agyapa – dans une fourchette évaluée

COLOMBIE

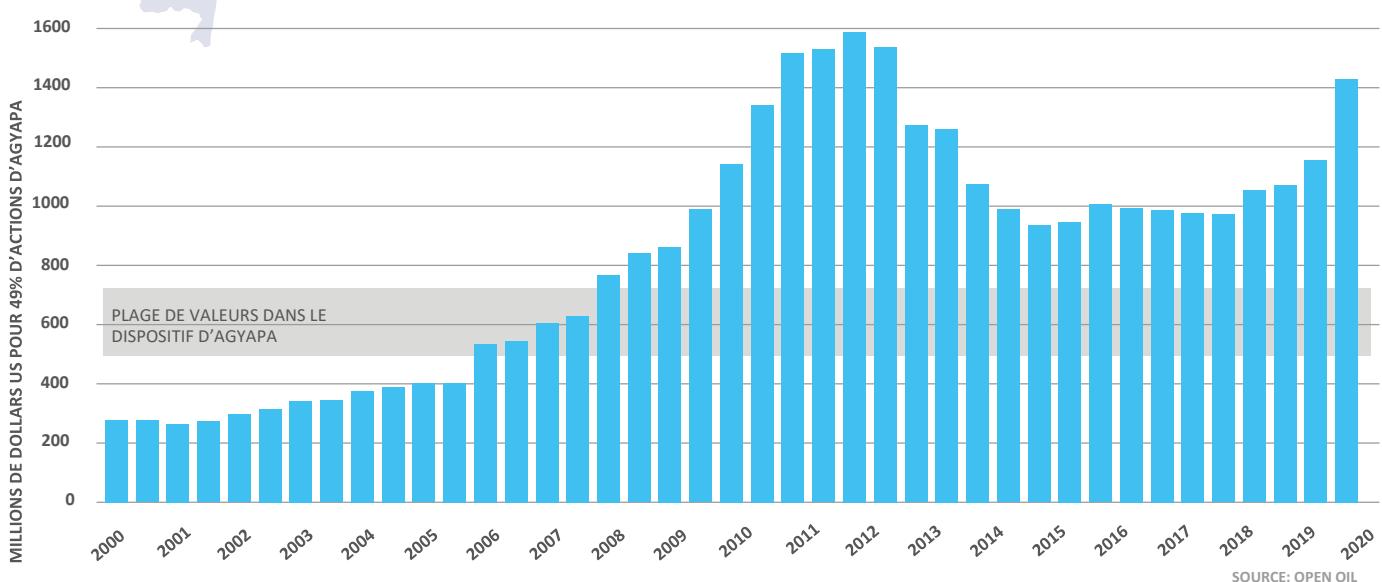
En Colombie, l'ITIE a servi de plateforme de dialogue au sujet de l'impact de la crise du COVID-19 sur les finances publiques dans le pays. En octobre 2020, l'ITIE Colombie a publié une étude sur les contributions que les revenus extractifs pourraient apporter au relèvement économique.

Sur la base de son analyse des attentes en matière de revenus futurs,

entre 500 millions et 750 millions de dollars US – semblaient sousévaluées. Elle recommandait également que le gouvernement publie sa propre modélisation. Par la suite, le gouvernement a suspendu la finalisation du dispositif pour mener des consultations complémentaires auprès des parties prenantes.

En parallèle, le Groupe multipartite du Ghana et l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) ont également commandité un rapport examinant la contribution de la mise en œuvre de l'ITIE au renforcement de la mobilisation de revenus nationaux. Selon le rapport, la mise en œuvre de réformes budgétaires, qui étaient recommandées dans les Rapports ITIE du Ghana, a abouti à une augmentation des revenus gouvernementaux de 714 millions de dollars US entre 2004 et 2018. Ces revenus résultait principalement d'une révision des redevances minières et des impôts sur le revenu des entreprises.

ÉVALUATIONS D'AGYAPA PAR RAPPORT AU PRIX DE L'OR AU COMPTANT





Comprendre l'impact local des activités extractives

Suivi de l'impact et des flux de revenus dans les communautés extractives

Les communautés qui dépendent d'activités extractives en termes de revenus et d'emplois ont été particulièrement vulnérables face à la situation volatile qui a découlé de la pandémie de COVID-19. Les ressources limitées et les restrictions sur la mobilité n'ont pas permis de respecter les engagements pris auprès des parties prenantes locales, qui représentent une composante essentielle du processus ITIE.

Pourtant, les entreprises extractives et les investisseurs s'intéressent de plus en plus aux normes environnementales, sociales et de gouvernance. La soumission des données environnementales, sociales et sur la gouvernance a permis de faire ressortir les impacts locaux des activités extractives, ainsi que les pratiques non viables appliquées par certains gouvernements et entreprises.

Certains pays de l'ITIE réalisent des progrès dans ce domaine en divulguant des informations détaillées sur les bénéfices sociaux et économiques du secteur extractif. Par exemple, le Mali a récemment publié une étude portant sur le transfert des revenus extractifs aux communautés locales ainsi que des rapports sur le contenu local dans la passation de marchés de services. En 2020, l'ITIE a mené des recherches sur le terrain en Colombie, au Ghana et en Indonésie concernant la supervision des activités extractives à l'échelle locale, ce qui a permis d'identifier des opportunités en matière de renforcement de l'engagement communautaire.

BURKINA FASO

Pour centraliser les processus de collecte et de transfert des revenus extractifs aux communautés locales, le gouvernement du Burkina Faso a établi le Fonds minier de développement local, destiné à financer des plans de développement régionaux et locaux. Le fonds a collecté une part de 1% des revenus mensuels des entreprises minières et 20 % des redevances perçues par le gouvernement.

Le dernier Rapport ITIE du Burkina Faso présente des écarts dans les revenus, entre les paiements dus et ceux qui ont été versés. De plus, il fait état d'un certain nombre de différends juridiques entre le gouvernement et les entreprises qui n'avaient pas transféré les parts attendues conformément à un décret de 2017.

En juin 2020, la Cour des comptes du Burkina Faso a publié un rapport visant à s'assurer que les fonds avaient fait l'objet d'une affectation et d'une gestion appropriées. Ce rapport identifiait certaines faiblesses dans le mécanisme de partage des revenus et proposait des recommandations destinées à améliorer la gestion des revenus miniers dus aux autorités régionales et locales. La déclaration ITIE a ainsi aidé à préciser les problèmes liés au fonds, ce qui a ensuite fourni des orientations aux médias nationaux et dans le cadre du débat public.

Soutien d'un secteur plus inclusif

Maintien de la parité dans les priorités tout au long de la crise du COVID-19

La crise du COVID-19 a exacerbé les inégalités entre les sexes dans le secteur extractif. Compte tenu de la vulnérabilité accrue des femmes face à la violence et

à la perte des moyens de subsistance, l'urgence d'instaurer l'égalité des sexes devient de plus en plus pressant. Dans ce cadre, la crise a promu un dialogue sur le renforcement de la participation des femmes à la gestion du secteur extractif, ainsi que sur la promotion de l'égalité des chances sur le marché du travail.

L'an dernier, les pays de l'ITIE ont pris des mesures pour faire avancer l'égalité des sexes dans le secteur extractif. Les organisations de la société civile de divers pays – depuis la République dominicaine jusqu'à la Zambie – plaident en faveur d'une représentation plus paritaire au sein des Groupes multipartites. Pour la première fois, un grand nombre de pays ont également divulgué des chiffres sur l'emploi désagrégés par sexe, fournissant ainsi des données de référence sur les inégalités socio-économiques dans le secteur extractif.

Pour encourager les progrès dans ce domaine, l'ITIE collabore avec des partenaires clés tels que Oxfam, Publiez ce que vous payez, Transparency International et le Forum intergouvernemental sur l'exploitation minière, les minéraux, les métaux et le développement durable qui publient des orientations en matière de documentation des impacts des activités extractives sur les femmes et de promotion de la participation des femmes au secteur extractif.



Publiée en octobre 2020, l'étude présente plusieurs recommandations couvrant les principales difficultés et lacunes politiques, préconisant notamment de modifier la loi minière 1995 des Philippines pour y intégrer des dispositions tenant compte de la dimension du genre. Les conclusions confirment les résultats de recherches antérieures et peuvent contribuer à formuler des politiques axées sur les données promouvant un

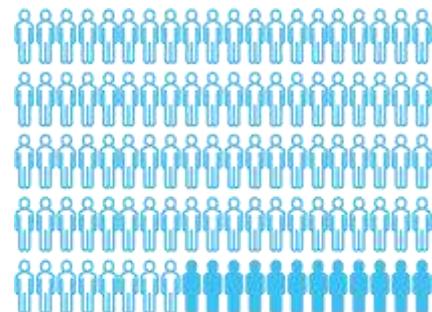
secteur extractif plus inclusif. L'intégration des questions de genre dans la déclaration ITIE et la mise en œuvre de l'ITIE est restée une priorité pour l'ITIE Philippines qui, depuis 2016, divulgue des données sur l'emploi désagrégées par sexe.

En août 2020, l'ITIE Colombie a mené un forum multipartite sur l'égalité des sexes dans le secteur extractif. La discussion s'appuyait sur les directives politiques élaborées par le ministère de l'Énergie en mars 2020. Ces directives identifient quatre domaines d'action: une hausse des opportunités d'emploi, la promotion d'une culture d'égalité dans le secteur, un renforcement de la collaboration interagences et la lutte contre la violence sexiste dans les communautés minières.

Depuis, l'ITIE Colombie a également mené une série de rencontres virtuelles en vue de sensibiliser le gouvernement, les entreprises et les acteurs de la société civile à l'importance d'une déclaration et d'une gestion du secteur inclusives.

Certaines entreprises ouvrent la voie vers une déclaration plus détaillée sur les questions de genre. Dans son dernier rapport consacré à la durabilité, Ecopetrol, la plus grande entreprise pétrolière en Colombie, a inclus des informations sur l'emploi ventilées par sexe, poste et salaire moyen.

des travailleurs dans l'exploitation minière



12%
à grande échelle aux Philippines sont des femmes.

Transparence à la source

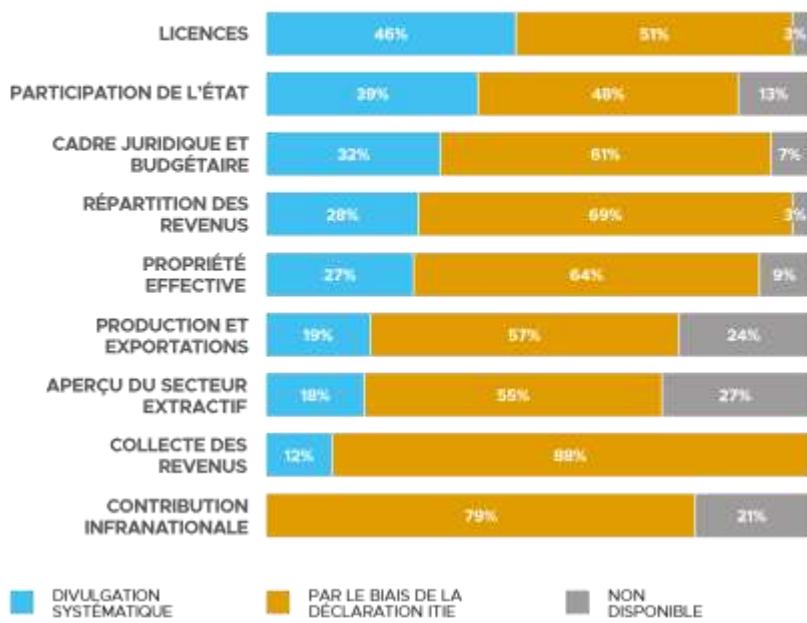
Avancement de la divulgation systématique des données dans le secteur extractif

La transparence doit être une composante systématique et intrinsèque de la gouvernance, en particulier dans le secteur extractif. En publiant les informations à la source, les gouvernements et les entreprises franchissent une étape importante dans la réalisation de l'objectif original de l'ITIE : publier des données de façon à améliorer la redevabilité, la compréhension du public et le débat sur la gestion des ressources naturelles.

Les défis que pose la pandémie de COVID-19 accentuent l'urgence et l'importance de la transition vers des divulgations systématiques. Les contraintes de financement et les restrictions sur la mobilité ont entravé les processus de collecte et de diffusion des données. La divulgation des données à la source peut aider à réduire les coûts et les délais de collecte des données, permettant ainsi aux Groupes multipartites de se concentrer sur l'analyse des données de façon à contribuer à leurs objectifs nationaux.

En 2020, le Secrétariat international de l'ITIE a créé un outil de suivi des progrès réalisés en matière de divulgations systématiques. Dans les 30 pays qui ont été couverts par cet outil à ce jour, 26% des déclarations ITIE sont soumises par le biais des systèmes du gouvernement et des entreprises, plutôt que de figurer exclusivement dans les Rapports ITIE.

DIVULGATION SYSTÉMATIQUE PAR THÈME*



L'outil de suivi des divulgations systématiques est mis à jour par vagues successives et accessible en ligne:

* Sur la base des soumissions de données résumées provenant de 30 pays mettant en œuvre l'ITIE

 bit.ly/3ddKPzY

AFGHANISTAN

Le gouvernement de l'Afghanistan a renforcé les divulgations sur son portail de la transparence dédié, qui a été lancé en 2018 afin d'assurer une divulgation systématique des données sur les licences, les conditions fiscales et les revenus non fiscaux. Depuis, le portail s'est étendu pour divulguer les volumes de production, les contrats ainsi que la propriété des entreprises et des licences. Les dépenses sociales et environnementales ainsi que les données sur les exportations y figureront bientôt. D'autres agences gouvernementales ont également amélioré leurs divulgations systématiques couvrant l'ensemble du secteur extractif, y compris des données mensuelles agrégées sur les revenus fiscaux, des données macro-économiques et les relations financières entre le gouvernement et les entreprises d'État.

En juillet 2020, l'Afghanistan s'est joint au projet pilote de l'ITIE portant sur des approches alternatives en matière de rapportage, qui vise à réorganiser le cycle de déclaration ITIE du pays en s'appuyant sur ses divulgations systématiques. Le gouvernement cherche à centraliser ses systèmes d'information pour s'assurer qu'ils sont activement utilisés et tenus à jour.

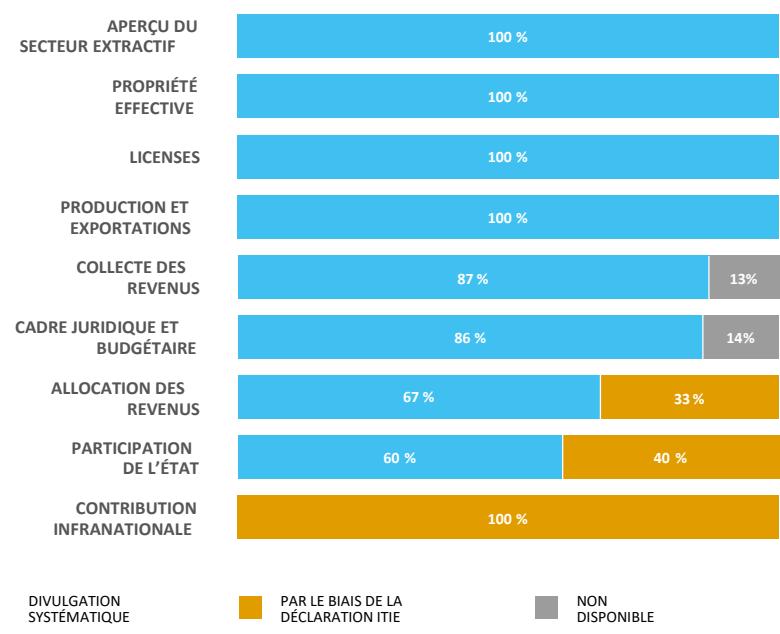
ARGENTINE

Parmi les premières divulgations ITIE de l'Argentine, près de la moitié des données couvertes par les Exigences applicables ont fait l'objet



transparency.mom.gov.af

DIVULGATION SYSTÉMATIQUE DES DONNÉES ITIE EN AFGHANISTAN



PAR LE BIAIS DE LA DÉCLARATION ITIE

NON DISPONIBLE

APERÇU GÉNÉRAL DES DIVULGATIONS SYSTÉMATIQUES

ÉCHANTILLON DE DIVULGATIONS ITIE DE 30 PAYS COUVRANT LES EXERCICES COMPTABLES 2017 À 2019,
EN DATE DU 30 AVRIL 2021



d'une divulgation systématique. Le premier Rapport ITIE du pays contient des liens accessibles au public, avec des informations sur les permis d'exploration et de production de pétrole et de gaz, ainsi que les coordonnées géographiques des permis et des champs et puits pétroliers dans le pays.

Par ailleurs, l'ITIE Argentine a lancé une page Internet contenant des visualisations adaptables sur la production et les exportations dans le secteur extractif. Elle comprend également des liens et des ensembles de données sur les licences, les redevances, les ventes de matières premières, l'impact environnemental et les contributions à l'économie. En appliquant les mesures de rapportage ITIE assoupli et une approche systématique aux divulgations, l'Argentine a publié des données extractives ponctuelles, exploitables et facilement accessibles, promouvant ainsi une supervision publique accrue sur la gestion du secteur extractif.



argentina.gob.ar/eiti



8 sur 17

des Exigences applicables donnent lieu à la divulgation systématique de données en Argentine.

ROYAUME-UNI

En décembre 2020, le gouvernement du Royaume-Uni a publié son Rapport ITIE sous forme d'examen annuel, en complément de divulgations systématiques en ligne. L'examen couvre les paiements du secteur extractif à partir de 2019, faisant ainsi figure d'exemple en matière de déclaration de données ponctuelles. Près de la totalité des données ITIE font l'objet d'une divulgation systématique, en dehors des données portant sur les contributions infranationales.

En intégrant sa déclaration ITIE, le Groupe multipartite du Royaume-Uni peut se focaliser sur l'analyse des données et tirer parti de la mise en œuvre de l'ITIE en soutien aux objectifs nationaux, dont la transparence des contrats et la transition énergétique.



ukeiti.org

En quête de progrès

MEXIQUE

Depuis 2003, le gouvernement mexicain gère GEOINFOMEX, un site Internet contenant des informations détaillées sur les concessions et licences minières, y compris les matières premières, la durée, les données géographiques et les entreprises détenant des licences. En juillet 2020, le gouvernement a également lancé un portail, *Data México*, où sont systématiquement divulguées les données sur diverses activités économiques. Il montre des informations détaillées sur le secteur minier – par exemple, la contribution à l'économie, les exportations et les chiffres de l'emploi – ventilées par sexe. Le portail présente des ensembles de données et des visualisations que l'on peut facilement utiliser, adapter et télécharger.

Le Groupe multipartite du Mexique examine actuellement s'il est possible d'établir un lien entre les informations figurant sur ces sites Internet et le portail en ligne de l'ITIE Mexique. La centralisation des données pourra aider à faciliter l'accès aux informations divulguées directement par le gouvernement. Celui-ci est également en train de moderniser son cadastre minier public.



datamexico.org

« Je souhaite que l'ITIE Royaume-Uni contribue à renforcer la compréhension du public [...]. Le nouveau site Internet de l'ITIE Royaume-Uni, lancé en mai 2020, offre une excellente plateforme où les données sur le secteur extractif sont facilement disponibles et accessibles au public. »

Lord Callanan champion ITIE au Royaume-Uni et ministre du Changement climatique et de la Responsabilité des entreprises

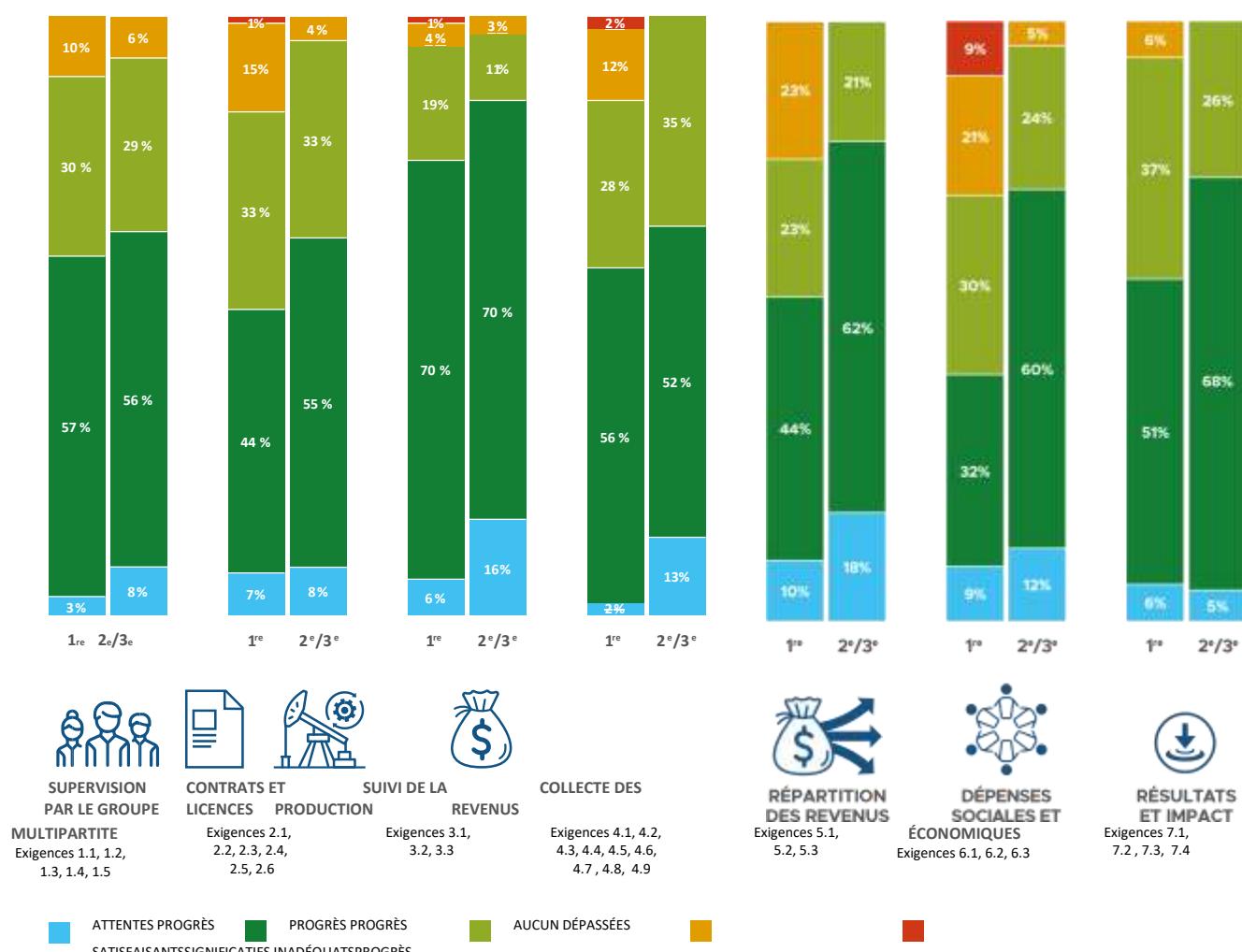
Maintien de l'élan dans la satisfaction à la norme mondiale pour la transparence du secteur extractif

L'ITIE applique la même norme mondiale à tous les pays de mise en œuvre. Pour faire un suivi des progrès réalisés dans l'instauration de la transparence, le Conseil d'administration de l'ITIE évalue régulièrement les pays de mise en œuvre par le biais de la Validation – le mécanisme d'assurance qualité de l'ITIE. Ce processus repose sur un examen rigoureux des divulgations et sur des consultations avec les parties prenantes des gouvernements, des entreprises et de la société civile.

Depuis que la Validation a été introduite pour la première fois en 2016, plus de 300 mesures correctives ont été assignées aux pays mettant en œuvre l'ITIE, dont 56% ont été exécutées, ce qui montre que la mise en œuvre de l'ITIE comble peu à peu les lacunes dans les divulgations sur la gestion du secteur extractif.

PROGRÈS DANS LA SATISFACTION À LA NORME ITIE

COMPARAISON DES RÉSULTATS PROVENANT DE 50 PREMIÈRES VALIDATIONS ET DE 27 DEUXIÈMES/TROISIÈMES VALIDATIONS, PAR EXIGENCE ITIE



Principaux points de la Validation

L'an dernier, le Conseil d'administration de l'ITIE a évalué les progrès de 15 pays dans la satisfaction à la Norme ITIE. Le 1^{er} avril 2021, de nouvelles Validations ont démarré dans le cadre du modèle révisé.

fournissant des données détaillées pour répondre aux demandes de redevabilité de la part des parties prenantes locales.



ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les progrès réalisés relativement à l'engagement de la société civile dans l'ITIE ont varié. Dans certains pays, l'ITIE offre la possibilité de renforcer le débat public et de demander des comptes aux gouvernements et aux entreprises. Dans d'autres pays, la société civile a été confrontée à des restrictions dans sa capacité à assumer ce rôle. En **République du Congo**, la Validation a montré que l'ITIE était un outil important pour faciliter un environnement propice à la participation de la société civile.

La société civile a été un moteur majeur du processus ITIE au **Suriname** et comprenait des représentants des populations autochtones et tribales. Toutefois, de nombreux groupes de la société civile au **Honduras** sont sortis du processus ITIE, car il était considéré que ce dernier ne répondait pas aux préoccupations environnementales et sociales.



DÉPENSES INFRANATIONALES/SOCIALES

Un certain nombre de pays ont accompli des progrès dans la soumission de données sur les transferts infranationaux des revenus extractifs et des paiements sociaux versés par les entreprises. À **Madagascar**, la divulgation des transferts des revenus extractifs aux gouvernements infranationaux s'est améliorée en réponse à la demande locale. La Validation de Madagascar recommandait de répliquer pour d'autres opérations les divulgations exemplaires des transferts effectués dans le cadre du projet d'Ambatovy.

En **République kirghize**, la Validation a fait ressortir des progrès en matière de transparence des dépenses sociales obligatoires des entreprises, en



PROPRIÉTÉ EFFECTIVE

En 2020, la Validation a commencé à évaluer les progrès des pays dans la divulgation de l'identité des personnes qui possèdent et contrôlent les entreprises pétrolières, gazières et minières. La première phase de l'évaluation met l'accent sur les systèmes destinés à collecter les informations concernant la propriété effective.

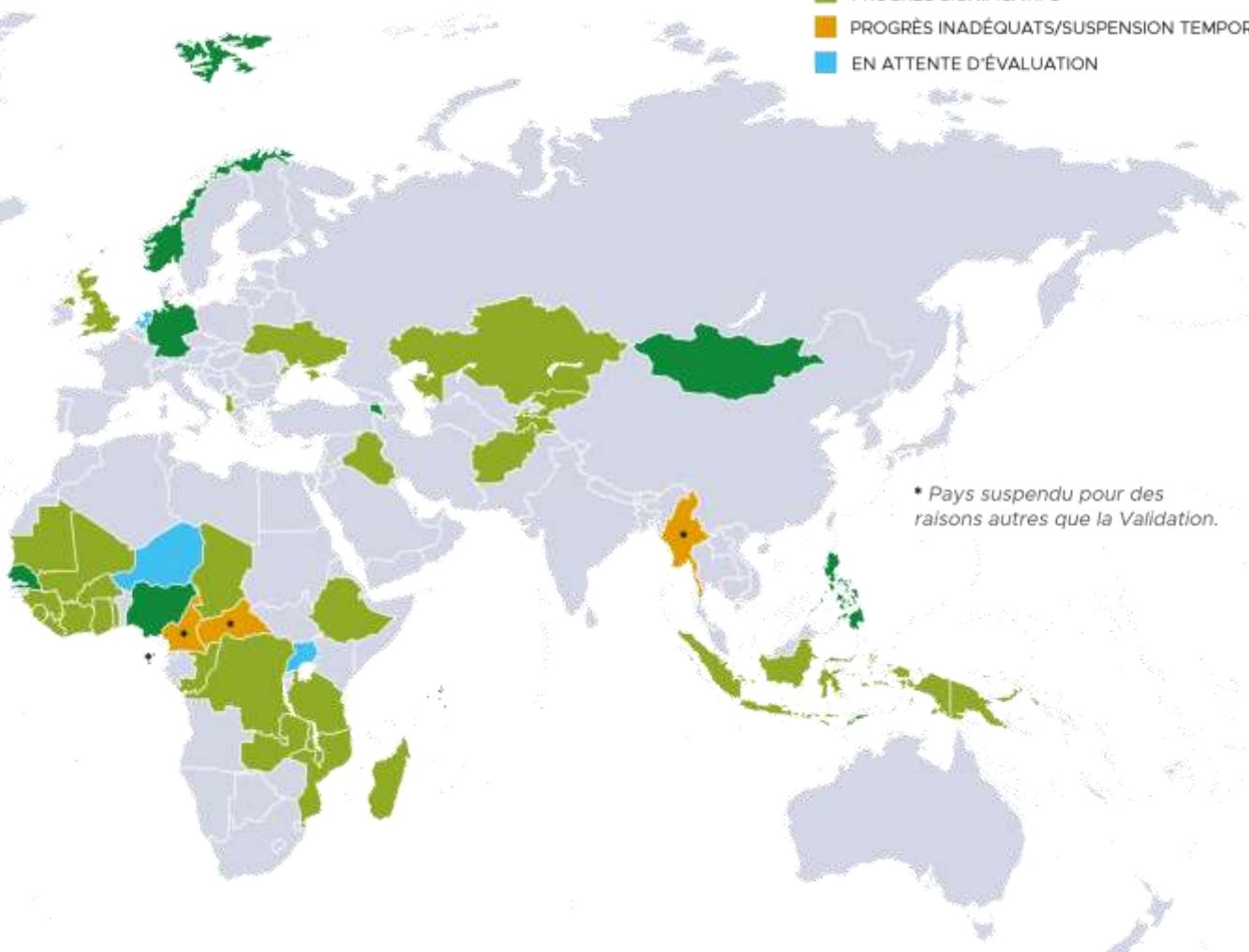
L'**Afghanistan** a commencé à divulguer l'identité des bénéficiaires effectifs des entreprises extractives sur un portail disponible au public. Le **Cameroun**, entre autres, a rencontré des difficultés pour obtenir des informations sur la propriété effective auprès de toutes les entreprises extractives et pour examiner les lacunes dans les divulgations.

Perspectives

MISE EN ŒUVRE DE L'ITIE À L'ÉCHELLE MONDIALE

STATUT DU PAYS EN DATE DU 30 AVRIL 2021

- PROGRÈS SATISFAISANTS
- PROGRÈS SIGNIFICATIFS
- PROGRÈS INADÉQUATS/SUSPENSION TEMPORAIRE
- EN ATTENTE D'ÉVALUATION



* Pays suspendu pour des raisons autres que la Validation.



PARTICIPATION DE L'ÉTAT

La Validation a fait ressortir une amélioration de la transparence des relations financières entre les entreprises d'État et le gouvernement, y compris leurs dépenses quasi budgétaires. Le **Cameroun** a commencé à soumettre des données sur les avances budgétaires de l'entreprise pétrolière nationale pour les dépenses consacrées à la défense, bien que davantage de détails sur les dépenses soient encore requis.

L'**Ukraine** a amélioré la transparence de ses entreprises d'État, malgré un environnement complexe comprenant plusieurs centaines de filiales et d'opérations conjointes d'entreprises d'État, bien que davantage de détails sur les financements de tiers des entreprises d'État et les conditions de garanties soient requis.



DÉBAT PUBLIC

Les Validations ont déterminé que les Groupes multipartites ont amélioré le suivi des recommandations de l'ITIE et l'évaluation de l'impact de la mise en œuvre. Toutefois, les efforts déployés en matière de diffusion des constatations de l'ITIE dans le cadre des activités de sensibilisation du public ne sont pas très clairs.

L'**Arménie** montre l'exemple en assurant une sensibilisation proactive auprès des communautés touchées par les activités minières, où les constatations de l'ITIE apportent un soutien essentiel au débat public sur le secteur extractif. Toutefois, au **Honduras**, l'amélioration de la présence de l'ITIE en ligne n'a pas encore été suivie d'efforts proactifs visant à créer des opportunités de débat public sur les constatations de l'ITIE.

Soutenir une mise en œuvre pertinente et réactive de l'ITIE

PRIORITÉS STRATÉGIQUES POUR 2021 ET 2022

Le cadre stratégique de l'ITIE cherche à garantir que la mise en œuvre de l'ITIE continue d'être pertinente, réactive et rentable, malgré les diverses difficultés rencontrées par les pays riches en ressources. Il prévoit six domaines clés où l'ITIE peut aider à améliorer la gouvernance du secteur extractif, pendant et après la crise du COVID-19, dans le respect des principes qui sous-tendent le travail de l'ITIE.



ORIENTATION DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Compte tenu de l'intérêt croissant que suscite la transition énergétique, elle aura un impact transformateur sur les entreprises extractives et l'économie mondiale. Les données ITIE peuvent être utilisées pour traiter les impératifs de la transition énergétique, du coût abordable de l'énergie et de la demande énergétique, et pour répondre à la nécessité de maintenir les flux de revenus provenant du secteur extractif.



RENFORCEMENT DE LA MOBILISATION DES REVENUS

La mobilisation des revenus est essentielle pour soutenir les priorités en matière de développement national et de dépenses publiques, en particulier dans des conditions de crise économique et de volatilité des prix des matières premières. La Norme ITIE 2019 exige des divulgations plus détaillées qui peuvent aider les gouvernements à s'assurer que les revenus sont maximisés au bénéfice du public plutôt qu'au profit du secteur privé.

UNE NOUVELLE APPROCHE DANS L'ÉVALUATION DES PROGRÈS

En décembre 2020, le Conseil d'administration de l'ITIE a convenu d'une nouvelle approche à la Validation, suite à une vaste consultation auprès des pays de mise en œuvre et des partenaires.

Le modèle révisé tient compte du fait que les pays ont différents points de départ et qu'ils rencontrent des difficultés diverses dans la mise en œuvre de l'ITIE. Il récompense les pays qui utilisent l'ITIE pour répondre à leurs priorités les plus urgentes en matière de gouvernance du

SOUTENIR LES DONNÉES OUVERTES

Des données ponctuelles, exploitables et accessibles remplaceront progressivement les déclarations rétrospectives, afin d'orienter les prises de décisions, de faciliter des analyses indépendantes et de promouvoir le débat public. Les données ouvertes permettront aux Groupes multipartites de passer de la production des rapports à l'utilisation, l'analyse et la diffusion des données.



TRAITEMENT DES RISQUES DE CORRUPTION

Les priorités comprennent le renforcement des communications sur le rôle de l'ITIE dans la lutte contre la corruption, l'identification des opportunités existantes en matière d'engagement des entreprises, l'amélioration de l'appui à la mise en œuvre, le renforcement des capacités des Groupes multipartites à résoudre les problèmes de corruption, et l'établissement de partenariats avec des

groupes impliqués dans des activités de lutte contre la corruption.



DOCUMENTATION DES DÉCISIONS D'INVESTISSEMENT

Les décisions d'investissement dans le secteur extractif reposent de plus en plus sur des mesures environnementales et sociales et sur celles liées à la gouvernance. Les engagements des entreprises en faveur de la transparence et de la redevabilité au travers de l'ITIE, ainsi que les déclarations ITIE, peuvent contribuer au cadre évolutif de la soumission d'informations environnementales, sociales et sur la gouvernance et compléter d'autres données publiées par les entreprises et les investisseurs.



MESURE DE L'IMPACT

La mesure de l'impact est essentielle pour maintenir l'appui financier et promouvoir l'apprentissage. Dans le courant de la prochaine année, l'ITIE réalisera une évaluation indépendante de l'impact et établira un cadre de mesure que les pays de mise en œuvre pourront adapter.

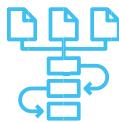
secteur extractif. Par la suite, les pays se soumettant à la Validation se verront attribuer une note en fonction de leurs résultats relativement à trois composantes.

COMPOSANTES DE LA VALIDATION ITIE



PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES

Cette composante évalue la satisfaction aux Exigences ITIE 1.1 à 1.4, c'est-à-dire la participation des collèges et la supervision exercée par les Groupes multipartites tout au long du processus ITIE.



RÉSULTATS ET IMPACT

Cette composante évalue la satisfaction aux Exigences ITIE 7 et 1.5, c'est-à-dire les progrès accomplis relativement aux priorités nationales et au débat public.

TRANSPARENCE

Cette composante évalue la satisfaction aux Exigences ITIE 2 à 6, à savoir si le pays satisfait aux Exigences de divulgation prévues dans la Norme ITIE.



UN RÉSEAU CROISSANT EN FAVEUR DE LA TRANSPARENCE DANS LE SECTEUR EXTRACTIF

L'ITIE étend et diversifie continuellement son réseau de pays engagés à respecter la norme mondiale de transparence dans le secteur extractif. Cette année, l'Équateur et l'Ouganda ont été admis en tant que pays mettant en œuvre l'ITIE, et les gouvernements de l'Angola et du Gabon ont manifesté publiquement leur engagement à y adhérer. Le Secrétariat international fournit également des conseils aux parties prenantes au Liban et en Tunisie sur la procédure de demande d'adhésion à l'ITIE et continue à soutenir la Guinée équatoriale dans le cadre de sa candidature.

De plus, le nombre d'entreprises soutenant l'ITIE a augmenté cette année, notamment avec l'inclusion de Boliden, de la Fondation Lundin, de Nigerian National Petroleum Corporation et de PetroNor E&P. Suite à une décision du Conseil d'administration de l'ITIE en février 2021, le Secrétariat international réalisera une évaluation du respect par les entreprises des *Attentes à l'égard des entreprises soutenant l'ITIE*, qui ont été convenues en 2018. L'évaluation vise à faire ressortir les meilleures pratiques appliquées par les entreprises afin de respecter ces attentes et à identifier des opportunités permettant d'améliorer et de promouvoir la transparence et la redevabilité des entreprises.



Secrétariat international de l'ITIE

Basé à Oslo en Norvège, le Secrétariat international de l'ITIE constitue une équipe unifiée, flexible et diversifiée qui se consacre à l'avancement de la transparence et de la redevabilité dans le secteur extractif ainsi qu'à l'approfondissement du débat public dans l'ensemble de notre réseau de 55 pays de mise en œuvre et au-delà.

Pendant la crise du COVID-19, nous nous sommes adaptés à de nouvelles méthodes de travail afin de pouvoir maintenir nos activités et soutenir le Conseil d'administration de l'ITIE ainsi que les pays de mise en œuvre. Nous avons mené des missions dans les pays et des processus de Validation par voie virtuelle, et nous avons lancé une nouvelle série de séminaires en ligne, *La transparence compte*, dans le cadre de nos communications stratégiques. À l'instar d'un grand nombre de nos partenaires, nous continuons à réfléchir à l'année écoulée pour mettre à profit des enseignements tirés et renforcer davantage notre appui à la mise en œuvre par le biais de canaux virtuels.



eiti.org/about/secretariat

Conseil d'administration de l'ITIE

Le Conseil d'administration international de l'ITIE – l'instance de gouvernance principale de l'ITIE – comprend des représentants de pays de mise en œuvre, de pays soutenant l'ITIE, d'organisations de la société civile ainsi que d'entreprises et d'institutions financières soutenant l'ITIE.

L'an dernier, le Conseil d'administration de l'ITIE a adopté de nouvelles méthodes de travail afin de pouvoir maintenir le dialogue multipartite, compte tenu des restrictions en matière de mobilité et de voyages. Il a mené trois réunions virtuelles entre juin 2020 et février 2021 et continue de renforcer sa coordination en convoquant régulièrement ses comités. Le Secrétariat international poursuit également la facilitation des communications entre les collèges pour s'assurer de l'engagement dans le processus du Conseil d'administration.



eiti.org/about/board

TRAITEMENT DES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT L'ITIE

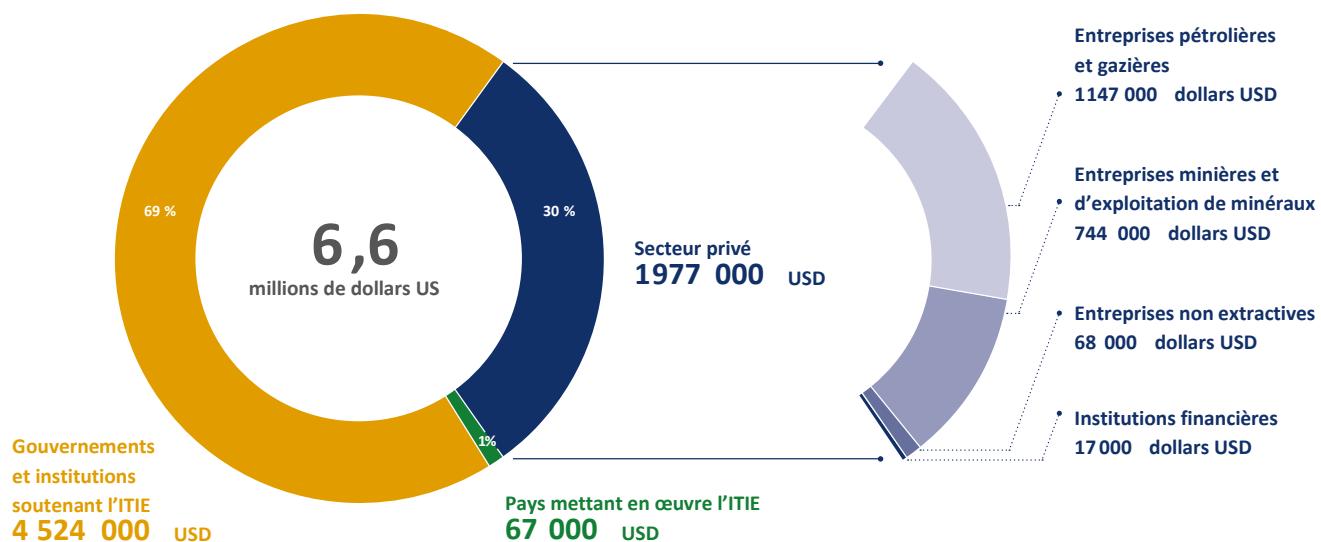
Au cours de l'année 2020, l'ITIE a introduit une nouvelle politique de traitement des griefs et une procédure de signalement anonyme des préoccupations sur son site Internet. Le processus de traitement des griefs encourage la résolution des griefs par l'instance de l'ITIE la plus proche, par exemple, le Groupe multipartite national concerné ou le collège pertinent siégeant au Conseil d'administration de l'ITIE.

Si ces parties n'assurent pas un traitement adéquat, les griefs peuvent être soumis au Conseil d'administration de l'ITIE, par le biais du site Internet du Secrétariat international.

eiti.org/fr/comment-faire-part-vos-preoccupations



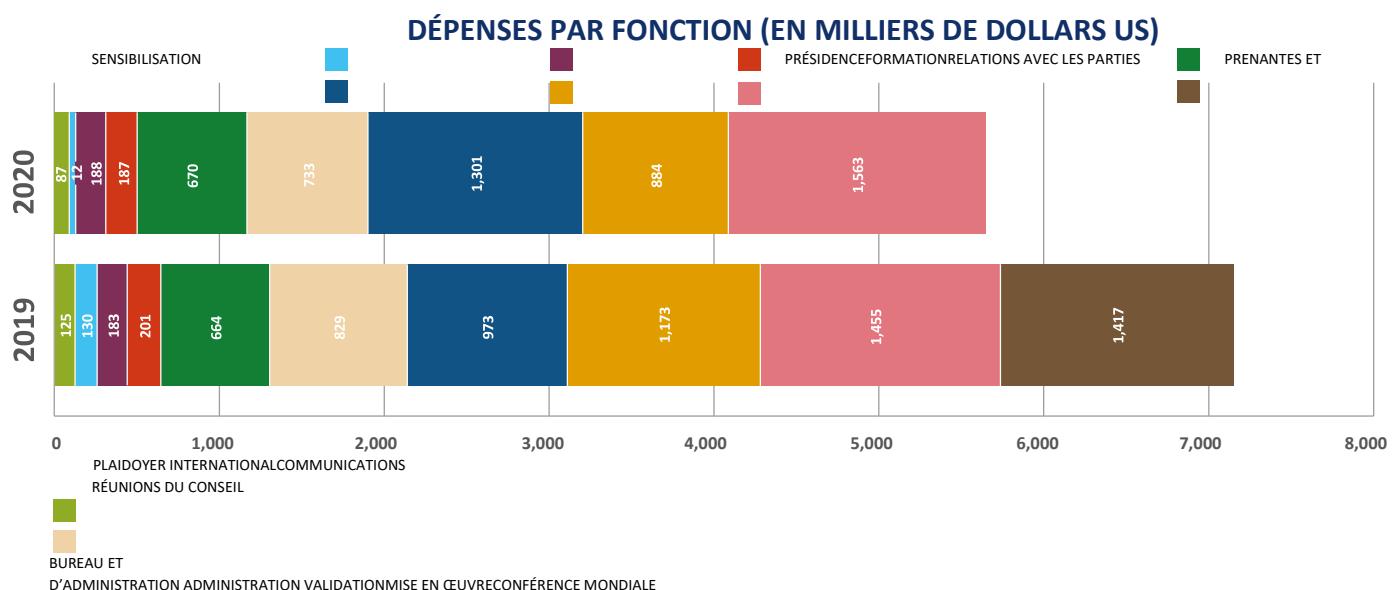
CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES EN 2020



Comment nous sommes financés

Le financement du Secrétariat international de l'ITIE reflète l'appui multipartite dont il bénéficie de la part des gouvernements de mise en œuvre et des pays soutenant l'ITIE ainsi que de plus de 65 entreprises soutenant l'ITIE. Il reçoit également des financements destinés à des projets spécifiques pour faire avancer et étendre les domaines politiques prioritaires, dont la transparence de la propriété effective, la transparence des contrats et la transparence du commerce des matières premières.

L'ITIE est reconnaissante envers les groupes de la société civile, les représentants gouvernementaux, les partenaires et les entreprises pour les investissements considérables en temps et en conseils qu'ils lui ont consacrés. Bien qu'elles ne figurent pas dans le budget, ces contributions sont extrêmement précieuses pour la réalisation de la mission de l'ITIE.



Entreprises soutenant l'ITIE

Nous bénéficions de l'appui d'un grand nombre des entreprises pétrolières, gazières et minières, des négociants en matières premières et des institutions financières parmi les plus éminents au monde. Les entreprises et les institutions financières qui nous soutiennent font avancer la transparence et la bonne gouvernance dans le secteur extractif à l'échelle mondiale en observant et en promouvant les attentes à l'égard des entreprises soutenant l'ITIE et en contribuant financièrement à la gestion internationale de l'ITIE.

L'ITIE reçoit également des fonds destinés à des projets spécifiques. Nous sommes reconnaissants envers la Fondation BHP pour la contribution qu'elle a apportée dans le cadre du programme *Opening extractives* ainsi qu'envers la Fondation Ford pour son appui à la promotion de la supervision de la gestion du secteur extractif à l'échelle locale.

ENTREPRISES MINIÈRES

- African Rainbow Minerals
- Alcoa
- AMG Advanced Metallurgical
- Anglo American
- AngloGold Ashanti
- Antofagasta Minerals
- ArcelorMittal
- Barrick Gold
- Base Titanium
- BHP
- BHP Foundation
- Boliden
- Centerra Gold
- Codelco
- Dundee Precious Metals
- Eramet
- Freeport-McMoRan
- Gold Fields
- JX Nippon Mining & Metals
- Kaz Minerals
- Kinross Gold
- Lundin Foundation
- Minera San Cristobal
- Minsur
- Mitsubishi Materials
- MMG
- Newcrest Mining
- Newmont
- Norsk Hydro ASA
- Orano Mining
- Polyus
- Rio Tinto
- Sherritt International
- Sibanye-Stillwater
- South32

ENTREPRISES PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES

- BP
- Cairn Energy
- Chevron
- ConocoPhillips
- ENI
- Equinor
- ExxonMobil
- FAR Limited
- Hess
- Inpex
- Kosmos Energy
- Nigerian National Petroleum Corporation

NÉGOCIANTS EN MATIÈRES PREMIÈRES

- Glencore
- Gunvor Group
- Trafigura Group

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

- Council on Ethics of the Swedish Funds
- KfW Group
- Nordea Group
- Norges Bank Investment Management



« Devenir une entreprise soutenant l'ITIE s'aligne sur la vision d'entreprise de NNPC et ses principes de transparence, de redevabilité et d'excellence en matière de performance. Nous sommes en route vers une plus grande transparence et nous espérons approfondir notre collaboration avec l'ITIE pour faire avancer ce travail. »

Mele Kyari

Directeur général du groupe, Nigerian National Petroleum Corporation

Remerciements

Nous souhaitons remercier nos donateurs pour leur appui indéfectible au cours de cette année difficile et, en particulier, les pays qui nous soutiennent pour leurs subventions pluriannuelles de base :



Ministry for Foreign Affairs of Finland



Norwegian Ministry of Foreign Affairs



Sauf indication contraire, toutes les informations contenues dans la présente proviennent de l'ITIE et sont à jour au 30 avril 2021.

Crédit photo de l'image de couverture : Anglo American Plc. Conçu par nim design, Londres



Nous considérons que les ressources naturelles d'un pays appartiennent à ses citoyens. Notre mission consiste à promouvoir une bonne compréhension de la gestion des ressources naturelles, à renforcer la gouvernance publique et des entreprises et à fournir des données permettant d'améliorer la transparence et la redevabilité dans le secteur extractif.